

blanco



Ces groupes dans leur ensemble, et de façon différente, jouent un rôle relativement important de serviteurs du gouvernement, en désorientant et en freinant le mouvement des masses.

— D'autres partis de la gauche ont maintenu leurs positions sectaires n'ayant noté dans la réalité péruvienne aucun changement important. Quelques-uns d'entre eux ont même qualifié de fasciste le nouveau régime, et n'ont fait aucune différence entre celui-ci et l'extrême-droite. Ils s'isolent ainsi des masses qui ont certaines illusions sur ce gouvernement et ne sont pas encore déçues par l'expérience. Ces camarades ne font aucun effort sérieux pour aider les masses dans leur lutte immédiate. Cette attitude ultra-gauchiste a été favorisée par la répression brutale du régime qui a frappé le plus durement l'université, univers où vivent ces groupes.

— Le F.I.R. trotskyste, section péruvienne de la 4^e Internationale, maintient la position qu'ont toujours eu les marxistes dans des situations semblables : nous soutenons toutes les mesures progressistes prises par ce gouvernement, mais nous ne soutenons pas le gouvernement bourgeois qui, à travers ces réformes, défend le système capitaliste lui-même.

Le F.I.R. tient compte de l'état actuel de la lutte des classes dans tout le pays, et sur chacun des fronts de combat. Le F.I.R. part de cette réalité pour élever graduellement le niveau des luttes populaires, les diriger vers la prise du pouvoir passant inévitablement par la destruction violente de l'état bourgeois par les travailleurs combattants et organisés. Il ne se fait aucune illusion sur la possibilité de transformation graduelle de l'Etat des exploités en Etat socialiste et ceci quel que soit le réformisme du gouvernement bourgeois. De même il ne se fait aucune illusion sur les résultats miraculeux que peuvent entraîner des actions désespérées aussi héroïques et spectaculaires soient-elles, mais qui n'ont rien à voir avec la formation réelle des masses par leur propre lutte. Là seulement l'héroïsme est fécond, explosif, indispensable. Le F.I.R. apprend progressivement à surpasser les fatigues opportunistes, comme les désespoirs aventuriers, qui souvent s'entremêlent et se combinent, comme nous pouvons le voir à l'heure actuelle au travers de tant d'exemples.

LE GOUVERNEMENT ET LES MASSES

La Junte profite au maximum de toutes les mesures réformatrices pour faire beaucoup de démagogie. Elle se nomme « anti-impérialiste », dit être l'agent d'un processus historique unique, ni socialiste, ni capitaliste, mais spécifiquement péruvien. Le gouvernement s'affiche sauveur des paysans, ou bien continuateur suprême de la lutte de Tupac Amaru. Il se proclame nationaliste jusqu'à la moelle, indiscutablement révolutionnaire, etc.

La Junte est soutenue dans cette campagne par une cohorte importante de « gauchistes » et opportunistes de tous genres. L'extrême-droite elle-même favorise cette démagogie en attaquant le gouvernement à partir de ses positions datant de l'époque des cavernes.

Il est certain que la Junte a peur des mobilisations de masses en faveur du gouvernement. Le meeting « de soutien » des faubourgs et le meeting de « soutien » de la C.G.T.P. (7) l'ont vraiment effrayée, car elle a constaté l'incapacité des bureaucrates qui la servent à contenir ces mobilisations dans les limites désirées. Les « Comités pour la défense de la révolution », tant chantés sur tous les toits, ne sont rien d'autre que de ridicules groupes d'opportunistes, d'arrivistes et de bureaucrates ; ceci tient en partie au manque d'enthousiasme des masses pour les animer mais surtout à la peur du gouvernement des mobilisations populaires qu'elles soient.

LA CLASSE OUVRIERE

Les problèmes fondamentaux qu'affronte la classe ouvrière sont toujours ceux de l'augmentation du coût de la vie et du chômage.

La C.T.P. (8) dirigée par l'APRA, qui déjà avait perdu son prestige avant le coup d'Etat, n'a plus aucune influence

depuis celui-ci. Elle ne peut plus tromper les ouvriers avec « l'appui des parlementaires et fonctionnaires apristes » qui ont été jetés par-dessus bord.

La C.G.T.P. dirigée par le P.C. pro-Moscou se renforce malgré son opportunisme et son bureaucratisme. La classe ouvrière, bien qu'elle n'ait pas confiance dans le gouvernement, garde quelque espoir de pouvoir freiner l'offensive patronale grâce à l'appui de la C.G.T.P. gouvernementale ; ainsi celle-ci proclame-t-elle que « le ministère du Travail ne s'est pas encore accordé à la révolution », au lieu de démontrer que c'est justement son attitude anti-ouvrière qui correspond parfaitement au réformisme bourgeois favorable au développement industriel.

Le meeting de « soutien au gouvernement » convoqué par la C.G.T.P. a été très significatif, non seulement parce qu'il montrait clairement la servilité des bureaucrates du P.C., mais encore parce qu'on vit les syndicats prendre prétexte du meeting pour présenter leurs revendications : les pancartes et les mots d'ordre des syndicats de base exprimaient les revendications ouvrières, et si l'appui au gouvernement était proclamé, c'était avec l'espoir que par ce biais, ces revendications seraient prises en considération.

Le prolétariat lutte de façon permanente pour la défense de ses droits souvent avec une grande combativité et un grand héroïsme. Par malheur, cette lutte souffre d'une terrible atomisation ; l'appui de la C.G.T.P. aux syndicats en conflit, est en effet verbal, « diplomatique ».

En outre, depuis des dizaines d'années malheureusement, la classe ouvrière péruvienne n'a aucun souvenir d'une lutte centralisée pour ses revendications ; c'est entre autre pour cette raison qu'elle n'exerce encore aucune pression sur la bureaucratie de la C.G.T.P. exigeant d'elle des batailles globales ; en général elle demande seulement un appui plus effectif à des conflits isolés.

Dans l'immédiat notre travail à l'intérieur du mouvement ouvrier est orienté vers la planification démocratique des luttes, afin de tendre à leur centralisation et de pousser à l'emploi systématique de la mobilisation des masses comme arme principale.

Nous luttons pour l'appui des syndicats en conflit avec le patronat, pour leur coordination, pour la création de Syndicats Unis par régions et par branches industrielles ; nous nous acheminons vers le Syndicat Unique National.

Et notre effort permanent pour renforcer et démocratiser les syndicats, les fédérations régionales, les fédérations d'industrie et la C.G.T.P., fait partie de cette lutte.

Nous, en tant que trotskystes, pensons que si l'on tient compte de la situation actuelle de la lutte des classes, ces objectifs sont le meilleur moyen d'élever le niveau de conscience et d'organisation du mouvement ouvrier. Il y a d'importantes couches de syndicalistes d'avant-garde qui sont d'accord avec nous sur ces propositions immédiates de caractère syndical. Notre devoir est d'organiser cette avant-garde autour d'un programme syndical commun. C'est seulement ainsi que pourra se renforcer notre lutte contre le patronat et son gouvernement et contre la bureaucratie opportuniste qui trahit.

LA PAYSANNERIE

Elle souffre toujours du manque d'une organisation qui représente ses intérêts à l'échelle nationale.

Bien qu'elle ait plus de raisons que la classe ouvrière d'appuyer le gouvernement, la paysannerie est moins naïve que ce que l'on peut croire. Les répressions sanglantes que les régimes passés et le régime actuel lui ont fait subir en envoyant l'armée, se sont gravées dans sa mémoire et renforcent sa méfiance tout en désorganisant sa mobilisation. Les manœuvres de la bureaucratie étatique aggravent cette méfiance. Cependant on ne peut pas vraiment généraliser les affirmations au sujet de la paysannerie car son niveau de conscience varie plus par régions et par couches sociales que celui de la classe ouvrière.

L'opportunisme essaye d'orienter la paysannerie vers un appui inconditionnel au gouvernement et tente de la mettre à la traîne de la loi de Réforme agraire.

Le sectarisme qui rejette en bloc cette loi s'isole de la paysannerie faisant ainsi un grand cadeau au gouvernement et à l'opportunisme.

Il faut que nous élaborions un programme de transition, qui utilise tous les aspects positifs de la Loi pour impulser la mobilisation des paysans, le contrôle démocratique des coopératives et de tout le processus de réforme agraire, de même que la défense des organisations paysannes.

Tout en nous orientant principalement vers les couches les plus pauvres, nous devons continuer à nous efforcer d'organiser et de centraliser le mouvement paysan tout entier.

Dans ces lignes générales, notre travail variera beaucoup en fonction de chaque cas particulier ; en voici quelques exemples :

— La Convention (Cuzco) : ne pas payer un seul centime pour les terres que nous avons conquises en luttant et qui sont déjà entre nos mains. Nous devons organiser les « habilitados » (ouvriers agricoles) qui seront un soutien ferme à l'avant-garde du combat qui est à la tête de la Fédération Provinciale et qui doit affronter les pressions des paysans riches. Nous devons faire connaître les succès de Cahupimayo où les paysans tiennent entre leurs mains les plantations arrachées au cacique et les travaillent collectivement pour le bénéfice de tous ; ils ont rejeté toutes les tentatives du gouvernement de leur faire payer ces plantations cultivées avec leur sueur et leurs larmes et conquises par leurs luttes.

— Fermes industrielles coopérativisées : luttons pour le contrôle total par les travailleurs démocratiquement organisés. Réorganisation démocratique et défense des syndicats.

— Collectivités dont les terres furent usurpées par les caciques : leur donner gratuitement la terre qui leur appartient et la distribuer selon ce qu'auront décidé démocratiquement les paysans. Annuler l'« expropriation » s'il y en avait une.

— Fermes ayant été déclarées partiellement ou totalement inutilisables : révision du décret refusant d'affecter les terres, par des représentants des paysans démocratiquement élus.

LES ETUDIANTS

C'est le secteur populaire le plus opposé au gouvernement, entre autres raisons parce qu'il a été le plus durement frappé par le régime actuel. La Loi Universitaire a écrasé la participation étudiante pour mettre l'Université au service inconditionnel de la bourgeoisie.

A San Marcos, la principale université du pays, sur 18.000 demandes d'entrées, seuls 2.500 étudiants ont pu être acceptés.

Malheureusement, ce secteur qui, en général, a une conscience socialiste et révolutionnaire, a pris pour caractère l'isolement à l'intérieur de l'université, le sectarisme, le bureaucratisme et l'aventurisme qui l'affligent encore.

Ce secteur a tendance à « vivre dans les nuages ». L'idéologie ultra-gauchiste qui prévaut dans ce milieu fait que l'on parle beaucoup de socialisme et de lutte armée ; mais étant donné le mépris pour un programme de transition fondé sur la situation actuelle, dans la pratique, la lutte se réduit à des actions spontanées, désespérées et sporadiques qui n'obéissent à aucun plan de lutte et qui, de plus, sont affaiblies par les divisions sectaires et par l'isolement, par rapport aux autres secteurs de la population.

Pour vaincre cet état de choses, il faut lutter pour revitaliser les organisations étudiantes par des discussions amples et démocratiques parties de la base, élaborant un plan de lutte contre la Loi Universitaire et portant sur les revendications plus générales du peuple péruvien.

Ce plan de lutte doit comprendre non seulement l'explication, dans tous les secteurs, de la signification anti-populaire de la Loi Universitaire, mais également faire pénétrer les éléments étudiants véritablement révolutionnaires dans les masses ouvrières et paysannes, stimuler les luttes des travailleurs de la ville et de la campagne, en tenant toujours compte de leur niveau de conscience et du rapport de forces ; en faisant bien attention de ne pas se couper de la masse en voulant s'élever au ciel ; en évitant d'adopter des attitudes qui ne correspondent pas au niveau actuel de conscience des masses ouvrières et paysannes, attitudes dont le gouvernement, la réaction et l'opportunisme sauraient très bien profiter pour les discréditer aux yeux des travailleurs et écarter les étudiants de ces derniers.

LA NECESSITE DU PARTI

Tout le travail que peuvent faire les éléments d'avant-garde à l'intérieur du mouvement étudiant, ouvrier, paysan, comme sur les autres fronts de luttes comme les faubourgs ou les villages perdus, leurs revendications démocratiques générales, etc., tout cela se diluera, perdra sa force et n'aura aucune perspective de progrès si ces efforts ne sont pas recueillis par une organisation consciemment révolutionnaire qui regroupe les meilleurs éléments de cette avant-garde, qui permette à ceux-ci de s'enrichir de l'expérience des luttes actuelles ou passées, de tous les travailleurs du monde, qui leur serve à échanger leurs propres expériences, pour les analyser, les discuter, pour enrichir de cette façon leur stratégie, faisant de leur propre lutte celle de tout le peuple péruvien, combinant consciemment la lutte sur tous les fronts.

Celui qui nie la nécessité pour les ouvriers, les paysans, ou les étudiants de s'organiser en syndicats et en fédérations, on l'appelle « jaune », traître, et c'est juste parce que seule l'union fait la force ; le principe de la nécessité de s'organiser et d'être discipliné pour lutter est si évident que seuls les jaunes peuvent le nier.

Il est tout aussi réactionnaire, bien qu'on le fasse de bonne foi, de nier la nécessité pour les éléments d'avant-garde des différents fronts de lutte, de former une organisation démocratique, centralisée, consciemment révolutionnaire.

Le F.I.R. s'est engagé dans la construction de ce parti révolutionnaire formé par les combattants révolutionnaires de tous les fronts. Nous respectons la lutte des éléments sans parti ; nous considérons qu'elle sert le développement de la révolution péruvienne, mais nous savons que l'efficacité de cette lutte sera multipliée si elle est soutenue par une organisation. C'est pourquoi demandons-nous avec ferveur à tous ces camarades de venir nous aider à construire le parti qui doit organiser et diriger la lutte des travailleurs, en partant des conditions actuelles jusqu'au renversement de l'état bourgeois, jusqu'à la construction du socialisme lorsque le pouvoir sera pris.

Hugo Blanco Galdos
El Fronton, Juillet 1970.

(1) Cacique : propriétaire foncier.
(2) APRA : Parti populiste dirigé par Haya de la Torre ; il fut réformiste, marxisant et pan-américain. Ennemi traditionnel de l'armée, il connut son heure de gloire vers les années 30. Aujourd'hui parti de l'oligarchie.
(3) Union Nationale d'ODRIA. Parti bourgeois pro-impérialiste.
(4) AP-DC : Action populaire. Démocratie chrétienne.
(5) Scandale de la page 11 : on s'aperçut qu'il manquait la page 11 du document d'accords conclus par B. Terry ; celle-ci comportait en effet des clauses secrètes favorables à la Gulf Oil. Ce scandale précipita la chute du président Belaunde Terry durant l'été 68.
(6) Loi de l'industrie : plan d'industrialisation concernant les secteurs prioritaires du pays, tout autant que les investissements étrangers. Ce plan contient surtout un projet d'association Capital-Travail assez original, comprenant partage des bénéfices et partage des actions. (N. d. T.)
(7) C.G.T.P. : Confédération Générale des Travailleurs Péruviens.
(8) C.T.P. : Confédération des Travailleurs Péruviens.